



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté du 18 JUIN 2024**

**portant levée de la mesure de mise en demeure  
notifiée à la société ZINQ TOULOUSE SAS  
pour son établissement situé ZI des Terres Noires  
sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe**

Le préfet du Tarn,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** le décret du président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 modifié autorisant la poursuite du fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface par la société ZINQ TOULOUSE SAS située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 mars 2017 actualisant le tableau de classement des activités exercées et les prescriptions techniques régissant le fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface par la société ZINQ TOULOUSE SAS située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 mettant en demeure la société ZINQ TOULOUSE SAS de respecter les dispositions des articles 3-II et 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour son établissement situé ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 30 avril 2024 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 22 mars 2024 ;

**Considérant** que l'exploitant a fourni une étude de dimensionnement des besoins en eau d'extinction incendie concluant à la nécessité de compléter les moyens en place par une réserve de 150 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une réserve incendie en citerne souple de 150 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que l'exploitant a fourni une étude permettant de justifier la possibilité de confiner les eaux d'extinction incendie dans les différentes fosses présentes au sein du bâtiment principal ;

**Considérant** que suite à l'inspection du 20 février 2023, il a été procédé à la vérification du bon fonctionnement des nouveaux dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) ;

**Considérant** que face à ces constats, l'exploitant respecte les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2022 ;

*Sur proposition de monsieur le sous-préfet de Castres,*  
**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Abrogation**

La mise en demeure notifiée à la société ZINQ TOULOUSE SAS située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe par arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 est levée. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2022 est abrogé.

**Article 2 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1) Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Article 3 : Affichage et publication**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Sulpice-la-Pointe pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 : Exécutions**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ZINQ TOULOUSE SAS.

Fait à Castres, le 18 JUIN 2024

Pour le préfet, par délégation,  
le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO